



Juliette Cohen
Stratège

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ PUBLIQUE ET PRIVÉE

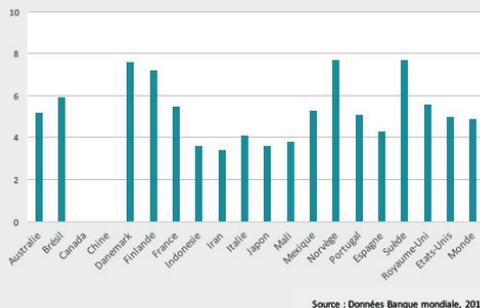
L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ ?

Le développement de l'éducation apparaît comme un objectif relativement consensuel à la fois au niveau des Etats et des instances internationales car au travers de l'amélioration de l'éducation et de la formation des individus, plusieurs objectifs peuvent être visés : aide au développement, lutte contre les inégalités, développement humain, lutte contre le chômage et la pauvreté,

En 2016, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5% de leur PIB au financement de leurs établissements d'enseignement, du primaire au supérieur. Ce poste représente en moyenne 14% des dépenses publiques mais ce niveau s'avère très variable d'un pays à l'autre et représente beaucoup plus pour certains pays émergents. Si l'on regarde la zone euro, les dépenses publiques d'éducation représentent en moyenne 5,1% du PIB de la zone mais là aussi les disparités sont fortes ; elles vont de 3% pour certains pays de l'est à plus de 7% dans les pays du nord. Il est intéressant de souligner que les dépenses publiques d'éducation ont été relativement épargnées lors des coupes budgétaires qui ont suivi les crises de 2008-2011, ce qui montre le caractère particulier de ce poste de dépenses publiques. Entre 2008 et 2014, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté de 9%¹ pour les pays de l'OCDE.

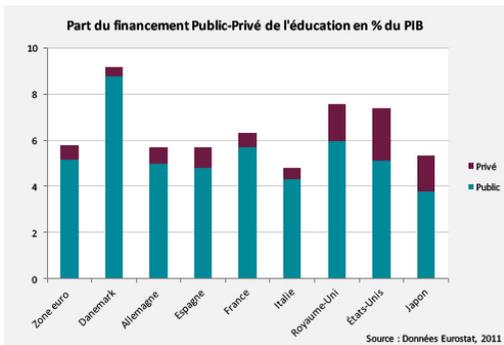
Enfin, même si les dépenses d'éducation des Etats peuvent être significatives, cela ne préjuge pas de leur efficacité en termes d'acquis des élèves, comme le montrent les classements PISA (Programme International de Suivi des Acquis des élèves). D'autres facteurs, tels que l'organisation du système d'éducation, entrent bien évidemment en ligne de compte.

Dépenses d'éducation en % du PIB



PRIVÉ VERSUS PUBLIC ?

Dans les pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement restent en grande partie financés par les pouvoirs publics, même si la part des fonds privés a tendance à croître et devient plus significative dans l'enseignement tertiaire que dans le primaire ou le secondaire. En moyenne, 85%² du financement des établissements primaires et secondaires, niveaux relevant de la scolarité obligatoire, proviennent directement de sources publiques. Cette proportion descend à 60% pour l'enseignement supérieur. La part privée représente près de 30% du financement de l'enseignement global en Australie, au Chili ou aux États-Unis mais moins de 5% au Danemark, au Luxembourg ou en Suède. Le financement privé ne se substitue pas au financement public mais vient le compléter. C'est notamment le cas aux États-Unis ou au Royaume-Uni où les dépenses publiques d'éducation représentent plus de 5% du PIB, soit la moyenne de l'OCDE, et sont complétées par des dépenses privées qui s'élèvent à 1,5% à 2% du PIB.



ENFIN, QUEL LIEN PEUT-ON ÉTABLIR ENTRE ÉDUCATION ET TAUX DE CHÔMAGE ?

Pour les pays de l'OCDE, le taux de chômage des diplômés du supérieur est bien plus faible que celui des personnes ayant arrêté leurs études dans le secondaire, soit 4,1% vs 10,8%. Le taux d'emploi des adultes est de 83% chez les diplômés de l'enseignement supérieur contre 76% pour ceux de l'enseignement secondaire et seulement 58% chez ceux qui n'ont pas de diplôme du 2^{ème} cycle de l'enseignement secondaire.

Ce lien est moins évident dans certains pays en voie de développement, du fait de leur spécialisation dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre ne requérant pas nécessairement de formation supérieure, ou bien de formations supérieures pas toujours adaptées aux besoins du marché du travail.

QUEL RETOUR SUR INVESTISSEMENT PEUT-ON ATTENDRE DES DÉPENSES D'ÉDUCATION ?

Les travaux de recherche ne permettent pas de trancher sur la question de l'existence de relations stables entre les ressources allouées à l'éducation et les performances des élèves ou les performances économiques d'un pays.

L'OCDE qualifie la relation entre le PIB par habitant et les dépenses d'enseignement de « complexe ». Cela étant dit, l'OCDE constate tout de même que l'éducation permet d'accroître la productivité et qu'il existe des rendements public et privé de l'éducation qui sont étroitement liés. L'élévation du niveau de formation tend à se traduire par une augmentation des revenus des individus, conduisant à un rendement privé. Les diplômés de l'enseignement tertiaire sont amenés à payer plus de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu et requièrent moins de transferts sociaux, apportant ainsi un rendement public.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement (recettes fiscales supplémentaires moins coût public des années d'études) dans la formation tertiaire s'élève à 154 000 USD¹ environ pour un homme et 83 000 USD pour une femme.

L'avantage économique à long terme (pendant la vie professionnelle, hors retraite) pour une personne qui a terminé des études supérieures s'établit à plus de 250 000 USD pour un homme et de 150 000 USD pour une femme. Ce gain financier tient compte des coûts associés à des études prolongées (frais de scolarité et de subsistance, manque à gagner).

1. OCDE, *Regards sur l'éducation, 2017. Chiffres en prix constants 2014.*
 2. OCDE - 2017 *Regards sur l'éducation. Les bénéfices sont calculés en tenant compte des recettes fiscales, des cotisations sociales, des transferts sociaux et des allocations chômage. Les coûts comprennent les dépenses publiques d'éducation et le manque à gagner fiscal lié au démarrage plus tardif de la vie professionnelle*